Le 15-11-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

## *La mondialisation sert à défaire les conquêtes sociales*

Image

**Par le Parti de la démondialisation**

*Le 15 juillet 2020*

Les salariés et les usagers de l'hôpital public tout comme les agents de la Fonction publique d'Etat et territoriale et les salariés du privé sont en lutte depuis plusieurs années. Pourtant ils ne parviennent pas à gagner. Ils se heurtent au mur de la mondialisation néolibérale qui a généré en système le dumping social avec les quatre libertés de circulation : marchandises, capitaux, services et main d'œuvre, ce qui place le patronat en position de force face aux travailleurs.

Le coup d'Etat parlementaire de 2008, qui a fait entrer le Traité de Lisbonne dans la Constitution française, soumet le pays, l'Etat et le peuple à l'Union européenne, c'est-à-dire à une institution supranationale nous privant de souveraineté.

Pourtant la mondialisation néolibérale ne résulte pas d'un choix du peuple français, qui avait voté non au référendum constitutionnel de 2005, mais au contraire d'un court-circuitage de la démocratie organisé par les classes dirigeantes.

Rappelons-nous que tout au long du XX$^{e}$ siècle, jusque dans les années 1970, les classes populaires avaient, par leurs luttes, établi un rapport de force qui leur avait permis de gagner des conquêtes sociales. Des conquêtes sociales et politiques durables qui furent régulièrement obtenues dans le cadre des régimes représentatifs bousculés par l'invention radicalement subversive des partis politiques de masse. Nous les qualifions de « masse » parce qu'il ne s'agissait plus de partis confidentiels rassemblant la bourgeoisie, même républicaine, mais de partis politiques organisant le mouvement ouvrier et démocratique.

Pour contrer cette dynamique, les classes dominantes ont alors conçu et imposé la mondialisation néolibérale sapant ainsi tout pouvoir réel aux institutions nationales et aux partis politiques de masse. tout autant qu'aux syndicats ouvriers.

**Le programme du PARDEM fait des propositions concrètes pour sortir de cette impasse : rétablir la souveraineté nationale en sortant de l'Union Européenne, de l'euro et de l'OTAN ainsi que de toutes les institutions supranationales pour réussir à s'affranchir des marchés financiers, réindustrialiser, développer les services publics, nationaliser les banques et les compagnies d'assurances, instituer le droit opposable à l'emploi, démocratiser l'État… Reprendre la main sur la vie de la cité.**

La notion de mondialisation fait partie de ces mots tellement utilisés dans toutes sortes de contextes sans jamais en préciser le sens, qu'ils en perdent toute signification rigoureuse. Il ne s'agit pas ici de faire une nouvelle fois une distinction subtile et inutile entre « globalisation » et « mondialisation », ou autres débats creux que ce terme aura eu la particularité de générer. Disons-le une fois pour toutes : notre sujet est la mondialisation néolibérale, celle qui a commencé vers la fin des années 1960 pour finalement devenir la nouvelle forme du capitalisme dans les années 1980 et 1990.

Il ne s'agit donc en aucun cas non plus, d'assimiler cette forme de capitalisme au mouvement multiséculaire qui a vu depuis les grandes découvertes du XVI$^{e}$ siècle le développement des échanges entre les différentes sociétés du globe à travers la colonisation, l'extension du capitalisme et de la forme étatique, puis l'explosion des moyens de communication modernes.

**Le capitalisme a choisi la mondialisation pour agrandir son marché et échapper aux processus démocratiques, c'est-à-dire au peuple !**

Le phénomène qui nous mobilise est bien plus circonscrit, c'est celui que l'on peut qualifier de projet le plus politique des classes dominantes depuis les grandes révolutions de la fin du XVIII$^{e}$ siècle. Il s'est en fait agi de transformer la forme institutionnelle du capitalisme pour qu'il puisse durablement échapper à toute pression politique et donc démocratique. Pour obtenir ce résultat stratégique, il fallait sortir le capitalisme le plus possible du cadre contraignant de la souveraineté nationale. Celle-ci, induisant mécaniquement des processus démocratiques dans les pays occidentaux, commençait à menacer durablement et significativement les taux de profit. La pérennité du capitalisme lui-même pouvait vaciller si perdurait la pente caractéristique entamée dans la première moitié du XX$^{e}$ siècle après la Première Guerre mondiale.

En effet, la forme devenue politique des États occidentaux avait provoqué, au début du XX$^{e}$ siècle, une

structuration nationale du mouvement ouvrier et des salariés en général. Après bien des difficultés et hésitations, ils s'étaient organisés en syndicats et partis politiques nationaux. Ils pouvaient enfin peser sur l'élaboration des lois, contrepoids inédit à la force des classes dominantes capitalistes, habituées pendant tout le XIX$^{e}$ siècle à la confortable situation qui faisait des institutions politiques, administratives et juridiques, leur chasse gardée.

Devant cette menace, la première réaction fut de démanteler les institutions politiques de l'État de droit puisqu'elles risquaient de faire parvenir au pouvoir des forces anticapitalistes. Même si, mis à part l'Union soviétique dans un premier temps, cela restait à l'état de menace (situation pour elles déjà intolérable). Des conquêtes sociales et politiques durables étaient cependant régulièrement obtenues dans le cadre des régimes représentatifs bousculés par l'invention radicalement subversive des partis politiques de masse. Nous les qualifions de « masse » parce qu'il ne s'agit plus de partis confidentiels rassemblant la bourgeoisie, même républicaine, mais de partis politiques organisant le mouvement ouvrier et démocratique.

**Les partis de masse complétaient alors la forme syndicale en lui donnant enfin des débouchés politiques et institutionnels concrets substantiels**

Le fascisme, dans les cas les plus critiques, ou les manœuvres antidémocratiques diverses, furent donc la première réponse des classes dominantes à cette menace nouvelle. Mais les gigantesques bouleversements de la Seconde Guerre mondiale firent comprendre que cette solution ne pouvait en aucun cas être durable, et se révélait même particulièrement contre-productive. En effet, les pays sortis de ce traumatisme prenaient le contre-pied de toutes les involutions antidémocratiques de l'entre-deux guerres, démocratisant comme jamais les États occidentaux. Et la menace interne et externe des mouvements communistes, organisés en puissants partis nationaux, perdurait et s'amplifiait, après leur rôle stratégique dans la lutte victorieuse contre le nazisme. Bref, il était plus qu'évident qu'il fallait pour les classes dominantes trouver une parade autrement plus efficace que le fascisme.

C'était d'autant plus évident et pressant que la nouvelle forme des États, notamment en Europe, aboutissait à des formes que rétrospectivement l'on peut qualifier de mixtes, entre capitalisme et ébauche d'une démocratie étatique véritable. Bien sûr la route était encore longue avant de réellement faire vaciller le capitalisme sur ses bases. Mais on en prenait indéniablement le chemin. C'était l'extension inédite de la fonction publique, dont les fonctionnaires, devenus si nombreux, échappent à vie au marché du travail. C'était l'ampleur des nationalisa-tions et la création de la Sécurité sociale qui ponctionne sur la valeur ajoutée des sommes gigantesques en les socialisant directement. Elle rééquilibre ainsi significativement le rapport de force capital-travail jusqu'alors intégralement favorable au capital, en sortant la condition salariale d'un pur rapport contractuel.
C'était l'ampleur sans cesse grandissante du droit du travail, l'absence de tout chômage de masse, la planification politique de l'économie, la place grandissante des syndicats dans l'entreprise. Tout cela dessinait un paysage institutionnel incomparable par rapport à la toute-puissance du capitalisme pendant tout le XIX$^{e}$ siècle, quelles qu'aient été alors la vigueur des insurrections populaires et des âpres luttes sociales de ce siècle mouvementé.
Bien sûr, rien ne justifie de nommer sérieusement ces décennies d'après-guerre de « Trente Glorieuses », car les conditions de travail et de vie de la majorité de la population restaient particulièrement dures. Mais au-delà de ce fait, il s'agit surtout de bien prendre conscience du changement radical et structurel de la configuration « économique » et institutionnelle de ces décennies en Europe de l'Ouest. Le rapport de force avait totalement changé de nature. Les processus démocratiques (ceux qui renforçaient réellement les classes populaires) obtenaient régulièrement des victoires substantielles. Le capitalisme reculait objectivement, parfois sur des secteurs absolument stratégiques pour lui comme par exemple le pouvoir dans l'entreprise. Ou encore le contrôle discrétionnaire de la valeur ajoutée, du fait de la ponction obligatoire des cotisations sociales sur tout le territoire national, garantie par la loi.
Les classes que l'on appelle à juste titre dominantes dans les États contemporains ne le sont que parce qu'elles appuient leur puissance sociale et politique sur la puissance que leur confère le capitalisme lui-même, qui fait fonctionner ce mode de production si particulier exclusi-vement à leur profit. La nature du

capitalisme se voit donc radicalement perturbée par des processus qui lui sont opposés. Ils commencent à changer le mode de production lui-même, comme dans les décennies d'après-guerre. C'est alors la base même de la domination des capitalistes qui se voit menacée à sa racine.
On comprend aisément que les classes dominantes aient pris la décision collective de réagir vigoureusement à cette menace à proprement parler existentielle.
Puisque la voie fasciste s'était révélée une impasse particulièrement contre-productive à moyen terme, il leur fallait obtenir les mêmes avantages (démanteler les processus démocratiques) d'une manière à la fois plus subtile, et surtout plus efficace et durable.

**C'est la mondialisation néolibérale du capital qui a fourni la réponse idéale aux classes dominantes**

Et de fait, on ne peut que constater la spectaculaire réussite de cette stratégie gagnante pour les classes dominantes.
Puisque la configuration institutionnelle qu'avaient fini par prendre les sociétés politiques étatiques occidentales au XX$^{e}$ siècle s'était révélée inséparable de processus démocratiques une fois surmontée l'épreuve fasciste, c'était précisément cette configuration qu'il fallait stériliser. Le cœur du mécanisme qui produisait ces pressions démocratiques au sein des États européens était la conjugaison des processus électoraux basés sur le suffrage universel, l'organisation politique des citoyens par le biais de puissantes structurations de partis politiques, et l'exposition des députés, créateurs des lois nationales dans des États souverains, à des pressions électorales extérieures au parlement. Ces pressions électorales sont alors beaucoup plus structurées qu'auparavant grâce aux partis politiques nationaux, dont désormais les députés dépendaient pour leur réélection.
Cela permettait aux puissantes luttes sociales d'être plus efficaces par l'amélioration de la structuration nationale des syndicats, la nouvelle interaction avec les partis politiques naissants leur donnant accès à des enjeux directement législatifs. Ces luttes seront encouragées par les victoires politiques qu'elles remportaient parfois. Elles pouvaient, en effet, faire pression sur les appareils dirigeants des partis politiques pour obtenir au parlement qu'on entérine telle ou telle revendication. Il faut rappeler que tous ces phénomènes étaient relativement nouveaux, et n'existaient pas, ou à peine à l'état embryonnaire, au XIX$^{e}$ siècle. Et le XIX$^{e}$ siècle est celui du capitalisme triomphant.

**Le XX$^{e}$ siècle fut celui où le capitalisme fut contraint de transiger sur des questions essentielles, c'est celui des conquêtes sociales.**
La courroie de transmission avait mis plusieurs décennies à s'établir entre les exigences démocratiques de la base et la superstructure institutionnelle, mais on avait finalement obtenu un fonctionnement à peu près opérationnel. Tout cela dépendait néanmoins de la capacité reconnue du parlement, censé représenter la volonté générale de la nation, de légiférer de manière générale sur l'intégralité des sujets qui concernaient la communauté nationale. Autant dire qu'aucun sujet économique et social ne lui échappait. Cela permettait aux pressions démocra-iques de s'exercer sur l'intégralité de la mise en place institutionnelle et juridique du capita-isme, et d'obtenir des avancées sociales et politiques en fonction de l'état des rapports de force.
Il était donc devenu primordial pour les classes dominantes de casser ce processus et d'inverser le rapport de force. L'instauration du libre-échange, la mise en concurrence des salariés sous prétexte de compétitivité des entreprises ont pour but de discipliner les travailleurs. Par la mondialisation il s'agit bien de défaire les conquêtes sociales qui ont été gagnées par les luttes au niveau de chaque État. Et d'empêcher toute nouvelle victoire.
Il est donc désormais évident que sortir de ce système est la condition indispensable à tout progrès social et démocratique. C'est bien ce que propose le Pardem depuis sa création.

**Pour aller plus loin :**
https://www.pardem.org/sommaire-du-programme-du-pardem

**Lire le 8$^{e}$ épisode :** La mondialisation par les traités internationaux

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire